

Portrait statistique territorial

Le département de l'Allier

Les chiffres clés :

Allier

Auvergne-Rhône-Alpes

Données socio-économiques :

Population :	334 872	8 114 361
Evolution de la population (entre 2015 et 2021) :	-2,0%	+3,0%
Poids des moins de 30 ans parmi la population :	28%	35%
Population active (15-64 ans) :	140 217	3 818 895
Taux d'emploi parmi la population (15-64 ans) :	64%	68%

L'emploi salarié :

Nombre de salariés (2023) :	73 466	2 487 094
Evolution en 2023 :	-0,4%	+0,5%

Les embauches :

Embauches (plus d'un mois, hors intérim) en cumul sur 12 mois :	34 400	1 204 754
Evolution annuelle :	-4%	-5%

Les offres enregistrées :

Offres en cumul sur 12 mois :	11 600	493 456
Evolution annuelle :	-13%	-14%
Part d'offres durables (plus de 6 mois) :	52%	64%

Difficultés de recrutement :

Part de projets difficiles (BMO 2024) :	53%	57%
---	-----	-----

Taux de chômage :

Taux de chômage (BIT) parmi la population active :	7,8%	6,4%
--	------	------

Les demandeurs d'emploi inscrits :

DEFM ABC à fin mars 2025 :	27 080	629 886
Evolution annuelle :	+4,8%	+7%
Part ayant au moins un frein identifié :	32%	31%

Les entrées en formation :

Tous types (cumul de mars 2024 à février 2025) :	3 980	101 347
Hors CPF autonome :	2 199	49 880

L'accès à l'emploi après formation :

	71%	69%
--	-----	-----

Les retours à l'emploi :

Retours à l'emploi de plus d'un mois (cumul de juin 2024 à septembre 2024) :	34%	41%
--	-----	-----

L'indemnisation :

montant cumulé des allocations versées en 2021 :	147 024 900 €	4 910 067 600 €
Part des demandeurs d'emploi indemnisés parmi la DEFM :	45%	52%
Montant d'indemnisation mensuel brut moyen :	1 147 €	1 370 €

Données socio-économiques :



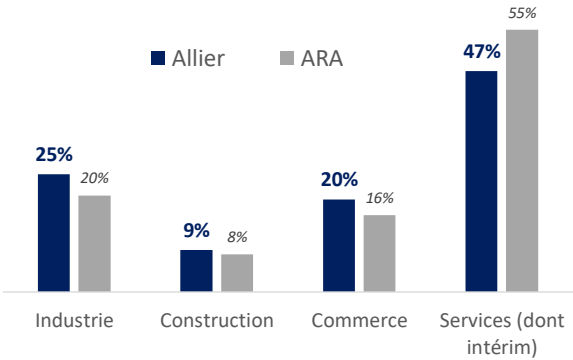
	Allier	Auvergne-Rhône-Alpes
Population totale	334 872	8 114 361
Evolution de la population entre 2015 et 2021	-2,0%	+3,0%
Contribution du solde migratoire à l'évolution de la population	+0,9%	+1,5%
Contribution du solde naturel à l'évolution de la population	-2,9%	+1,5%
Densité de population (hab / km²)	46	115
Poids des 60 ans et plus parmi la population	34%	25%
Poids des moins de 30 ans parmi la population	28%	35%
Poids des foyers concernés par une prestation CAF	43%	46%
Poids des ménages bénéficiaires d'aides au logement	20%	20%
Part de familles monoparentales	15%	15%
Revenu fiscal moyen par foyer	23 703 €	30 487 €
Taux de foyers imposés	40%	48%
Population active (15-64 ans)	140 217	3 818 895
Taux d'emploi parmi la population (15-64 ans)	64%	68%
Taux d'emploi parmi les jeunes (15-24 ans)	37%	34%
Taux d'emploi parmi les seniors (55-64 ans)	48%	55%
Taux d'emploi parmi les femmes	62%	65%

(sources : Insee 2021, CAF)

L'emploi salarié (champ Acooss*, 2023)



	Allier	Evol /a-1	Part (%)	Pour comparaison, part dans ARA
Industrie	18 280	+1%	25%	20%
Construction	6 500	+1%	9%	8%
Commerce	14 360	-1%	20%	16%
Services (dont intérim)	34 326	-1%	47%	55%
TOTAL	73 466	-0%	100%	100%



*Hors agriculture, administration publique, éducation non marchande (établissements d'enseignement relevant de l'Etat ou des collectivités locales), santé non marchande et emploi par les ménages de salariés à domicile

Les 10 principales activités (en termes d'effectifs salariés, hors administration publique, éducation non marchande et santé non marchande) :

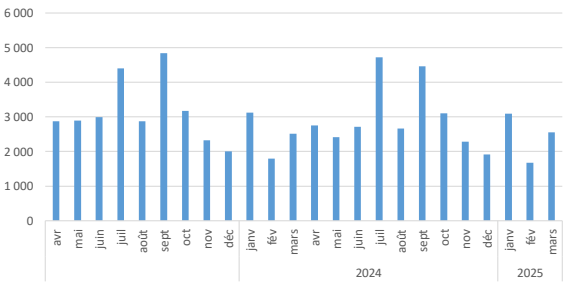
	Effectifs salariés 2023	%
Commerce, réparation d'automobiles	14 360	20%
Action sociale et hébergement médico-social	6 661	9%
Construction	6 500	9%
Activités de services administratifs et de soutien	5 965	8%
Transports et entreposage	4 338	6%
Hébergement et restauration	4 294	6%
Industries agro-alimentaires	3 392	5%
Métallurgie et fabrication de produits métalliques	3 175	4%
Autres activités de services	2 433	3%
Activités juridiques, de conseil et d'ingénierie	2 063	3%

Les embauches (DPAE Hors intérim et hors CDD < 1 mois) (cumul d'avril 2024 à mars 2025)

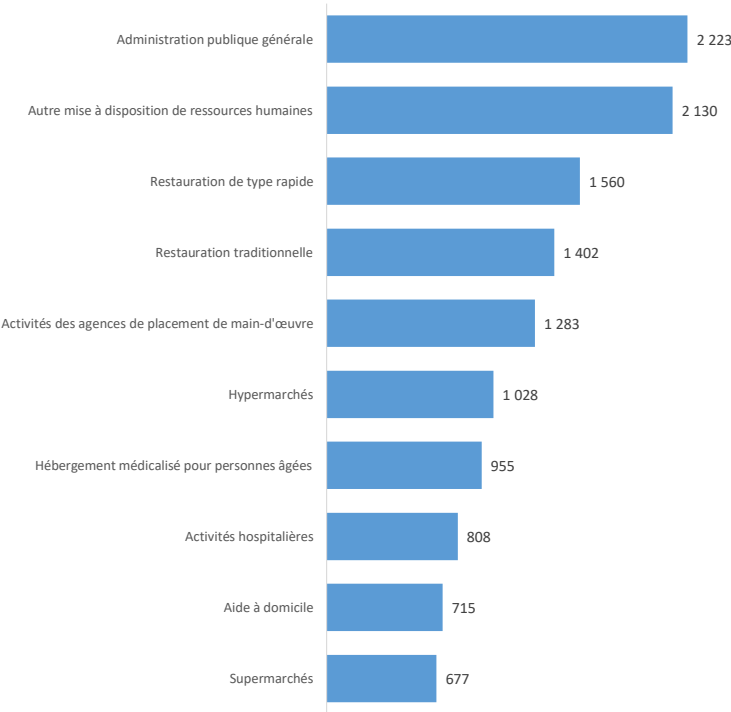
34 400
DPAE
(hors intérim et hors
CDD < 1 mois)

-4%
sur un an

DPAE par mois
(hors intérim et hors
CDD moins d'1 mois)



Les dix principaux secteurs recruteurs (hors intérim et hors CDD moins d'1 mois)



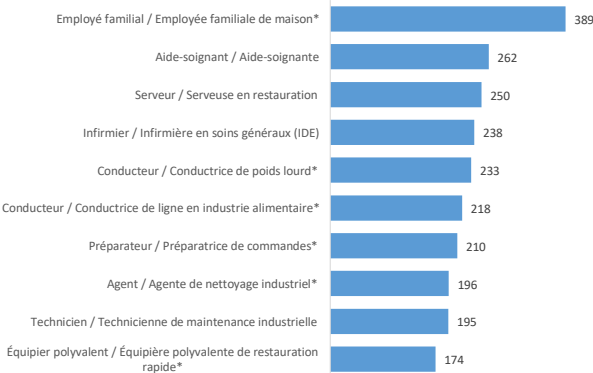
Les offres déposées à France Travail (cumul d'avril 2024 à mars 2025)

11 600
Offres
collectées

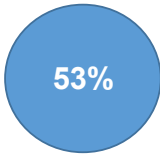
-13%
sur un an

52%
durables
(CDI ou CDD>6
mois)

Les dix métiers les plus recherchés par les employeurs:
(* : "métiers accessibles sans diplôme et sans expérience")



Les difficultés de recrutement et métiers en tension



Part de projets de recrutement jugés difficiles à pourvoir par les employeurs, d'après l'enquête BMO 2024 (établissements interrogés en novembre 2023 sur leurs intentions d'embauche pour l'année 2024)
(contre 57% en ARA)

Liste des métiers les plus en tension en 2023, et indicateurs sur la cause des tensions

Code ROME	Libellé Métier	Emplois	Tension	Indicateurs complémentaires d'éclairage des causes potentielles de la tension					
				Intensité d'embauches	Lien formation-emploi	Manque de main-d'œuvre disponible	Non-durabilité de l'emploi	Conditions de travail contraignantes	Inadéquation géographique
F1610	Couvreur / Couvreuse en monuments historiques	303	2,2	5	5	4	3	4	3
H2903	Tourneur-fraiseur / Tourneuse-fraiseuse	426	2,1	5	5	4	3	5	3
D1408	Téléconseiller / Téléconseillère	439	2,1	5	3	4	3	2	2
N4101	Conducteur / Conductrice de poids lourd	1 828	1,9	5	3	4	3	4	4
N4103	Conducteur / Conductrice de bus	458	1,9	5	4	4	4	3	1
F1603	Plombier / Plombière	449	1,9	5	5	4	2	3	2
K1302	Assistant / Assistante de vie dépendance	3 471	1,8	5	2	4	3	4	5
K2111	Formateur / Formatrice	407	1,8	5	4	2	3	1	2
J1501	Aide-soignant / Aide-soignante	2 575	1,7	5	2	5	4	4	4
K2503	Agent / Agente de sécurité	361	1,6	5	2	1	3	3	4

1 nouvel indicateur de tension



L'indicateur principal de tension est un indicateur composite. Il permet de fournir une échelle numérique de gradation des tensions par métier.

Cet indicateur regroupe trois composantes :
pour 50% - la **part des projets de recrutements anticipés comme difficiles** par les employeurs
pour 30% - le rapport entre le flux d'offres d'emploi en ligne (champ étendu au-delà des seules offres collectées par France Travail, avec offres scrapées par la DARES sur plusieurs autres sites) et le flux de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A (sans emploi, tenus de rechercher activement un emploi)
pour 20% - le **taux d'écoulement de la demande d'emploi**, qui mesure le taux de sortie des listes des demandeurs d'emploi de catégories A, B, C (sans emploi ou en activité réduite, tenus de rechercher activement un emploi)

ATTENTION !! L'analyse des tensions est considérée comme possible sur un territoire donné, lorsque la couverture des données est suffisante, en respectant 3 conditions cumulatives : l'indicateur est significatif seulement si le métier a au-moins 30 projets de recrutement, 30 offres en ligne et 30 DEFM A (10/10/10 au niveau bassin).

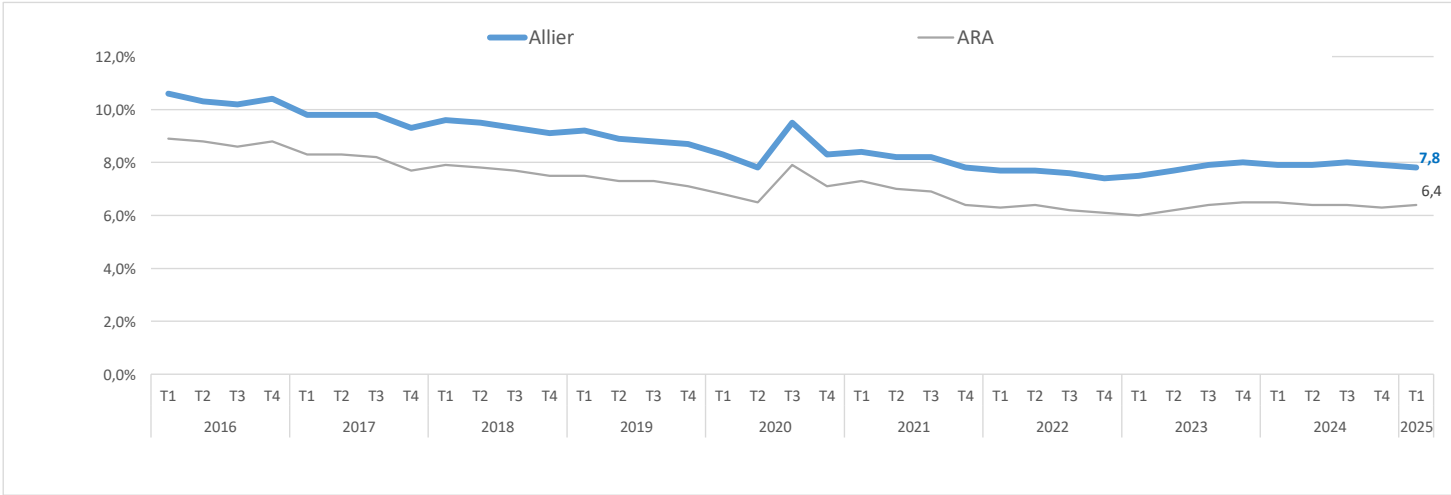
6 indicateurs complémentaires



Ils permettent d'éclairer les facteurs potentiels à l'origine des tensions, afin d'identifier la pluralité des situations selon les métiers et les territoires.

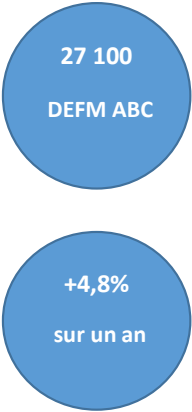
Le taux de chômage (%) au sens du BIT*

(à mars 2024 – Source INSEE)



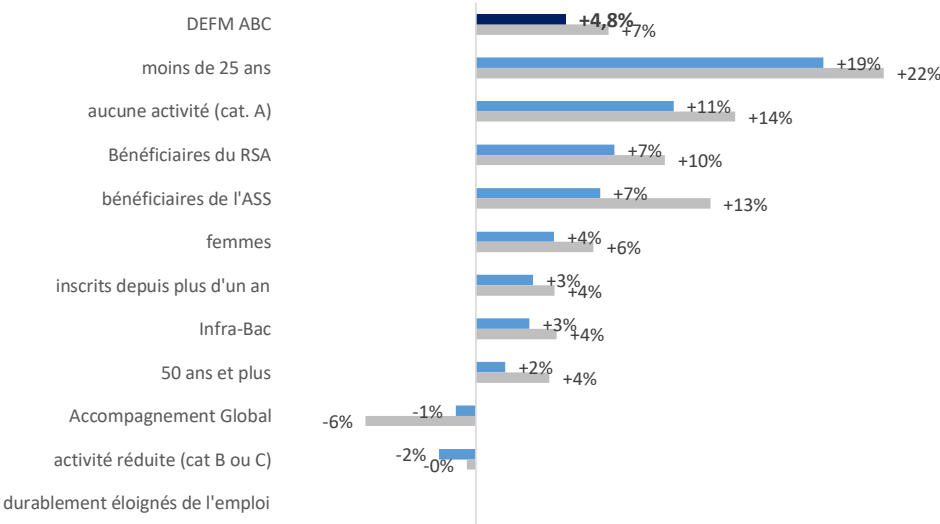
*RAPPEL : Le taux de chômage n'est pas calculé à partir du nombre de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail.
Le taux de chômage donne la proportion de chômeurs (au sens du Bureau International du Travail - BIT) parmi la population active. Il est calculé trimestriellement par l'Insee, à partir de l'enquête Emploi. Il est déclinable jusqu'au niveau des zones d'emploi.
Le nombre de chômeurs (au sens du BIT) et le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) inscrits à France Travail ne coïncident pas : par exemple, un chômeur au sens du BIT non inscrit à France Travail n'est pas comptabilisé comme un demandeur d'emploi.
Les volumes de demandeurs d'emploi inscrits à France Travail, communiqués mensuellement par France Travail, correspondent à l'exploitation de données administratives, consolidées nationalement.
De même, le découpage utilisé par l'INSEE pour restituer les taux de chômage ("zones d'emploi") est différent de celui utilisé par France Travail ("bassins d'emploi").

Les demandeurs d'emploi inscrits à France Travail (à fin mars 2025)

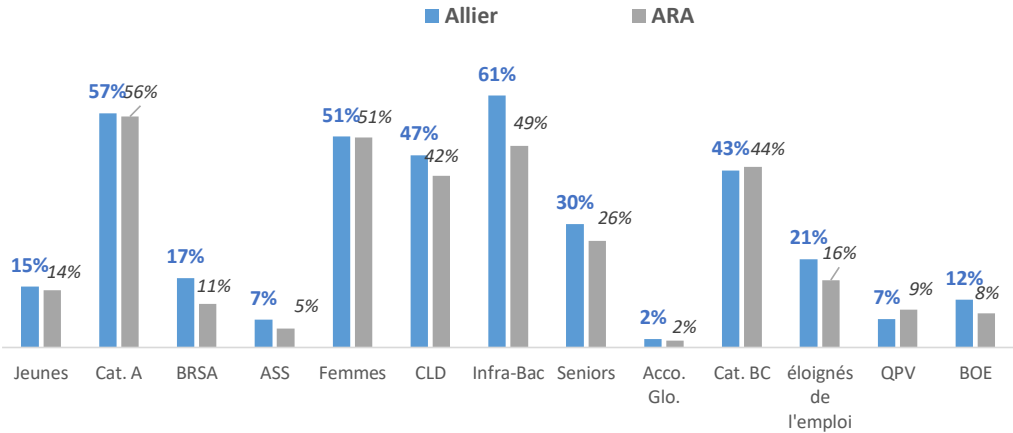


	202503			Pour comparaison : ARA	
	mars-25	Allier Poids dans demande d'emploi	Evol / a-1	Poids dans demande d'emploi	Evol / a-1
DEFM ABC	27 080	100%	+4,8%	100%	+7%
moins de 25 ans	3 999	15%	+19%	14%	+22%
aucune activité (cat. A)	15 424	57%	+11%	56%	+14%
Bénéficiaires du RSA	4 560	17%	+7%	11%	+10%
bénéficiaires de l'ASS	1 827	7%	+7%	5%	+13%
femmes	13 886	51%	+4%	51%	+6%
inscrits depuis plus d'un an	12 642	47%	+3%	42%	+4%
Infra-Bac	16 578	61%	+3%	49%	+4%
50 ans et plus	8 130	30%	+2%	26%	+4%
Accompagnement Global	548	2%	-1%	2%	-6%
activité réduite (cat B ou C)	11 656	43%	-2%	44%	-0%
durablement éloignés de l'emploi	5 807	21%		16%	
résidant QPV	1 852	7%		9%	
Bénéficiaires Obligation d'Emploi	3 159	12%		8%	

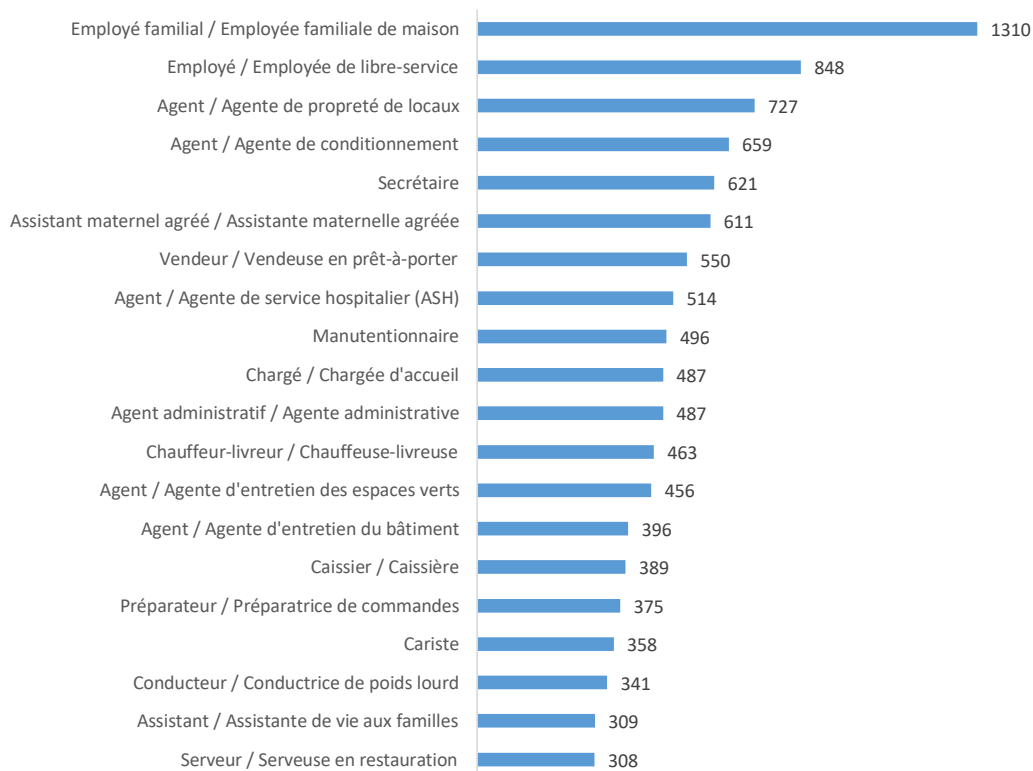
Evolution annuelle de la demande d'emploi, par typologie de public



Poids des publics spécifiques parmi la demande d'emploi



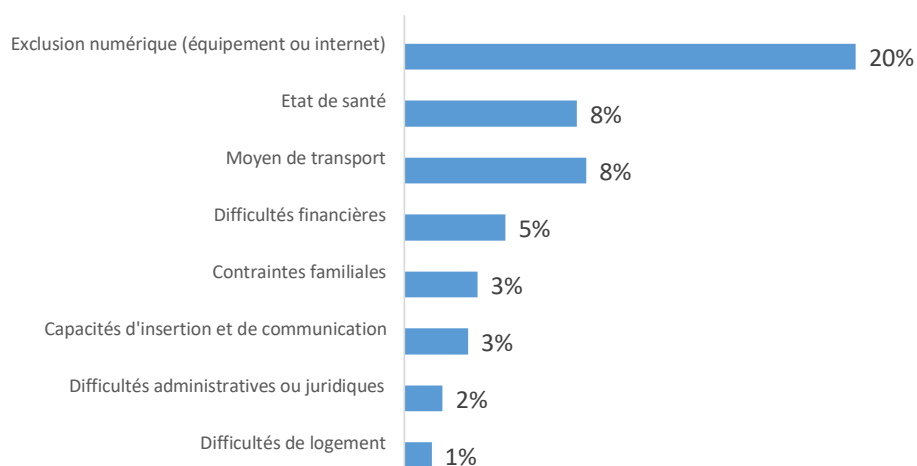
**Les 20 métiers les plus
recherchés par les
demandeurs d'emploi**



32%

des demandeurs d'emploi du département ont au moins un frein identifié

Part de demandeurs d'emploi qui présentent des freins périphériques, par type de freins :



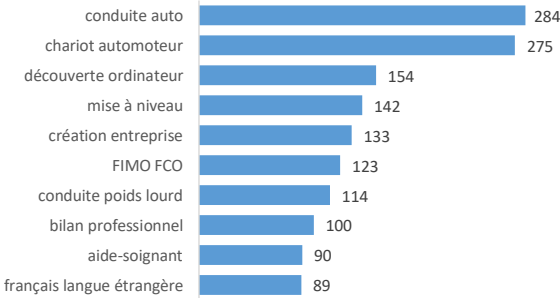
Les entrées en formation des demandeurs d'emploi

(cumul de mars 2024 à février 2025)

Par type de formation :	Entrées en formation	%	Pour compar., poids parmi les entrées en ARA
AFC	722	18%	15%
AFPR-POEI	568	14%	12%
AIF	239	6%	4%
POEC	40	1%	3%
CPF AUTONOME	1 781	45%	51%
Conseil Régional	396	10%	8%
AUTRES	234	6%	8%
TOTAL	3 980	100%	100%

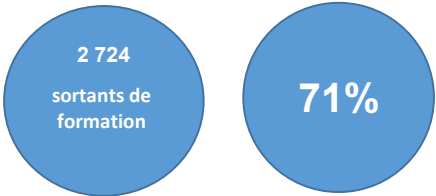
Par public :	Entrées en formation	%	Pour compar., poids du public dans la DEFAM ABC
Moins de 25 ans	758	19%	15%
50 ans et plus	782	20%	30%
Bénéficiaires Obligation d'Emploi	471	12%	12%
Infra-Bac	2 356	59%	61%
Femmes	1 935	49%	51%
BRSA (payable)	560	14%	17%
résidant QPV	288	7%	7%

Top 10 des formacodes :	Entrées en formation	%
conduite auto	284	7%
chariot automoteur	275	7%
découverte ordinateur	154	4%
mise à niveau	142	4%
création entreprise	133	3%
FIMO FCO	123	3%
conduite poids lourd	114	3%
bilan professionnel	100	3%
aide-soignant	90	2%
français langue étrangère	89	2%

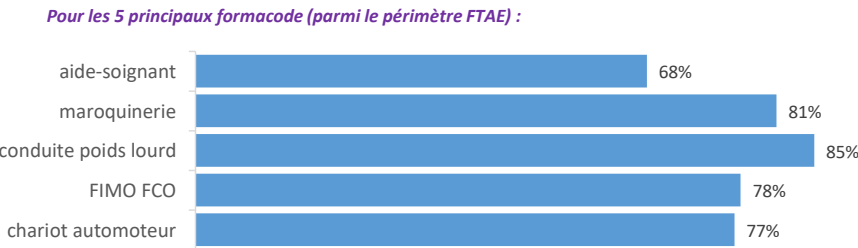
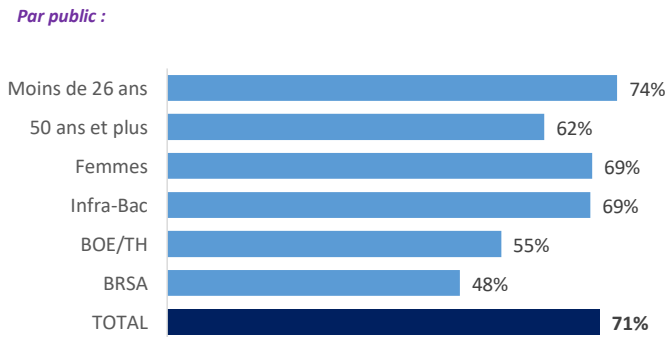
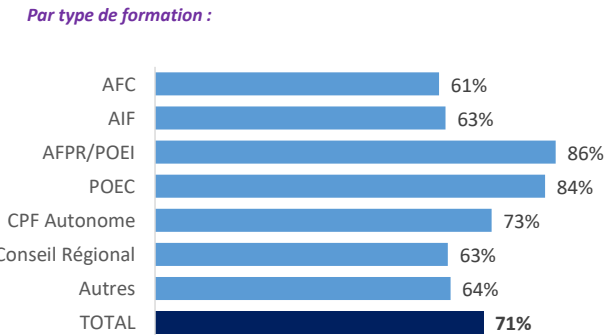


L'accès à l'emploi au cours des 6 mois qui suivent la formation

(parmi les sortants de formation de novembre 2023 à octobre 2024)



Accès à l'emploi au cours des 6 mois qui suivent la formation (contre 61% en ARA)



Le taux d'accès à l'emploi à 6 mois

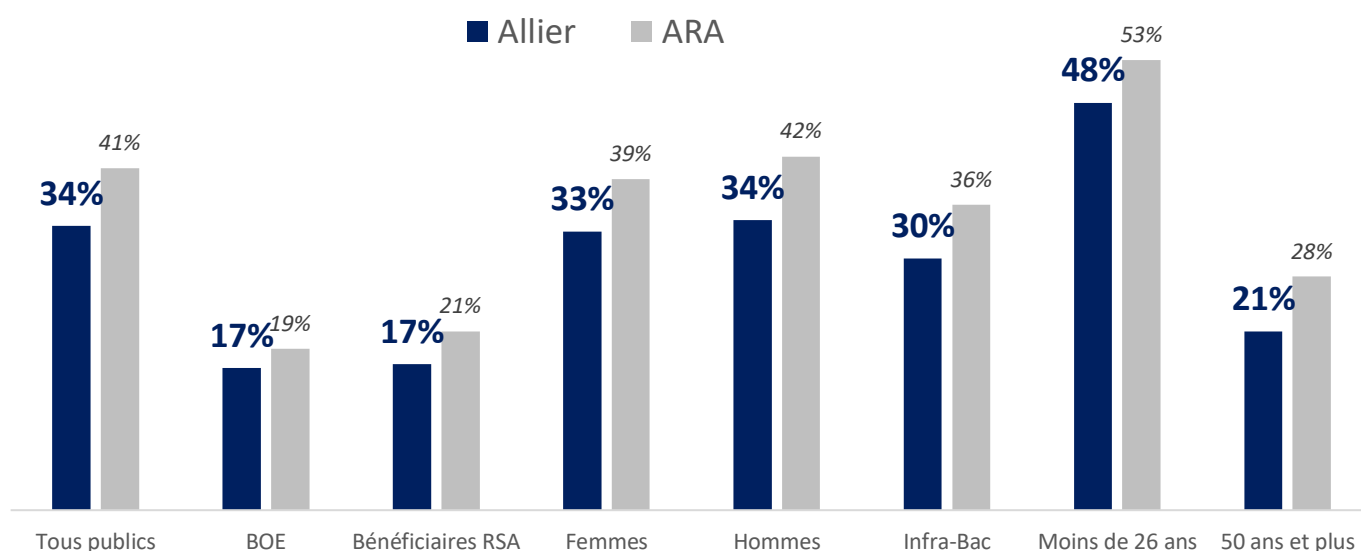
(TAE, parmi DEFM AB de juin 2024 à septembre 2024)

34%

Taux d'accès
à l'emploi

Taux d'accès à l'emploi, calculé parmi les demandeurs d'emploi résidant sur le périmètre du département et inscrits en catégorie A ou B à la fin d'un mois compris entre juin 2024 et septembre 2024, au cours des six mois qui suivent le mois en question, pour des retours à l'emploi de plus d'un mois.

Taux d'accès à l'emploi à 6 mois



Cet indicateur mesure la part des demandeurs d'emploi en catégorie A ou B, ayant repris un emploi leur permettant de sortir de catégorie A ou B, dans les 6 mois suivants.

Pour chaque mois, l'ensemble des demandeurs d'emploi présents en catégorie A ou B est pris en compte, puis on observe la présence d'au moins un accès à l'emploi dans les 6 mois suivants.

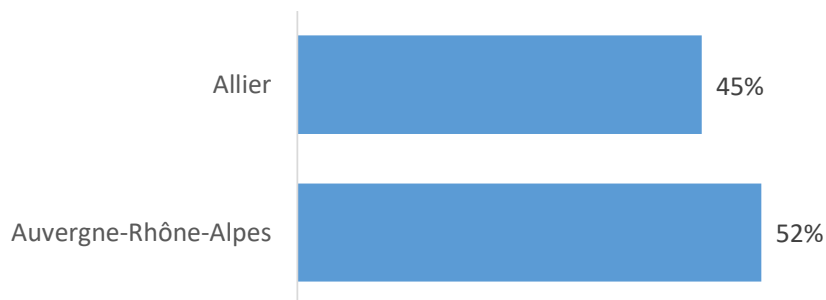
Les accès pris en compte sont : présence d'au moins 78h de travail pendant 1 mois via les données DSN, passage en catégorie C, passage en catégorie E, passage en POEI, sortie des listes pour reprise d'emploi déclarée.

L'indemnisation

45%

Part des demandeurs
d'emploi indemnisés
parmi la DEFM

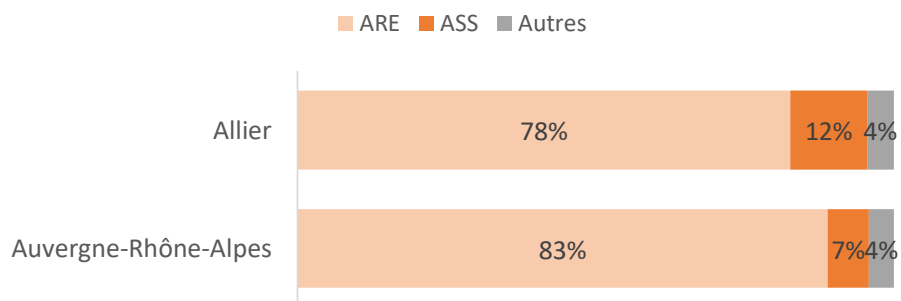
Part des demandeurs d'emploi indemnisés parmi la DEFM (décembre 2024) :



13 370

Nombre de
demandeurs
d'emploi indemnisés

Type d'allocations pour les demandeurs d'emploi indemnisés (décembre 2024) :



1 147 €

Montant
d'indemnisation
mensuel brut moyen

Montant d'indemnisation mensuel brut moyen (décembre 2024) :

